



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MCF 2 - VIMY BRUAY

18 RUE JEAN GIRAUDOUX
75016 Paris

Références : 613-2025
Code AIOT : 0007001858

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement MCF 2 - VIMY BRUAY implanté RN 17 Chemin de Butez 62580 Vimy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCF 2 - VIMY BRUAY
- RN 17 Chemin de Butez 62580 Vimy
- Code AIOT : 0007001858
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MCF 2 VIMY BRUAY exploite depuis le 1^{er} juin 2023 un entrepôt situé Chemin de Butez à VIMY.

Le site, précédemment exploité par la société ITM LAI, est autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014.

Les activités de l'établissement relèvent notamment, au regard de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

- du régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 : "Solides facilement inflammables", emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1t (3,01t)
- du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 : Entrepôts couverts : stockage de matières combustibles pour un volume de 177 500 m³.

Les quatre cellules de l'entrepôt sont vacantes depuis septembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article article 1.3 de l'annexe II	Sans objet
2	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Sans objet
3	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 27 octobre 2025, aucune non-conformité n'a été constatée sur les trois points contrôlés. Aucune suite administrative/pénale n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article article 1.3 de l'annexe II
Thème(s) : Autre, Maintenance des abords du site
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.
Constats : Lors de la visite d'inspection, les cellules de l'entrepôt MCF 2 VIMY BRUAY sont vacantes depuis septembre 2024. Toutefois, les abords de l'installation sont propres et entretenus. Les accès et les

<p>poteaux incendie sont dégagés, à l'exception de l'entrée secondaire enherbée (voie d'accès pompier), qui présente des herbes hautes.</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a envoyé le 27/10/2025 des photos justifiant le débroussaillage de cet accès.</p> <p>A noter : l'exploitant a signalé une fuite importante sur une canalisation d'eau alimentant le bâti (en extérieur), résolue en septembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance et contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Un gardien est présent sur le site de 7h à 19h du lundi au vendredi.</p> <p>Une télésurveillance est en place, ainsi qu'un report d'alarme incendie avec trois numéros programmés.</p> <p>Des blocs béton ont été installés en juillet 2025 sur la route en amont du parking pour empêcher l'installation de gens du voyage. Seuls des véhicules légers peuvent passer. En cas de besoin, les pompiers peuvent accéder au site par l'entrée secondaire, protégée par un portail qui sera ouvert par le gardien ayant donné l'alerte en amont.</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a pris contact avec le SDIS pour les informer des conditions d'accès actuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etude des effets thermiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à</p>

déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'exploitant a présenté sur place une étude de flux thermiques mis à jour en octobre 2025. Cette étude montre qu'aucun flux thermique de 3 kW/m² ne dépasse les limites de propriété du site.

Le 27/10/2025, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection les documents suivants :

- l'étude des flux thermique d'octobre 2025
- le plan de défense incendie
- le rapport RIA pour l'année 2025 (rapport de visite, fiche de contrôle des RIA, devis de remise en état, et feuille de travaux).

Type de suites proposées : Sans suite